

Analyses sectorielles

Économie circulaire

«L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, pilier de l'économie de demain»

De marin pêcheur à expert européen, il a construit un parcours atypique et visionnaire. Fondateur de **Company Project**, Jean-Baptiste Sandoz démontre qu'il est possible d'allier économie, social et écologie. Vision industrielle, engagement social et combat politique : son parcours illustre à la perfection ce que peut être l'économie circulaire. Un modèle où rien ne se perd, tout se transforme — y compris les carrières.



Jean-Baptiste Sandoz
Fondateur de Company Project

Vous avez aujourd'hui plusieurs casquettes dans le domaine de l'économie circulaire. Mais au départ, rien ne vous prédestinait à ce parcours...

Effectivement, j'ai un parcours atypique. J'ai commencé comme marin pêcheur. Après plusieurs années, j'ai posé mes valises à Saint-Pierre-et-Miquelon, où j'ai monté une société de nettoyage. L'activité fonctionnait bien, mais je me suis rapidement retrouvé confronté à une difficulté simple : comment réparer mes machines alors qu'il n'y avait aucun technicien

disponible sur place ? J'ai donc embauché quelqu'un, et pour combler son temps de travail, nous nous sommes lancés dans la réparation d'appareils électroménagers.

Et là, quel constat s'est imposé ?

Beaucoup de familles de l'archipel n'avaient pas les moyens d'acheter du neuf. Réparer et remettre sur le marché des machines à moindre coût avait donc un vrai sens, économique et social. Mais les pièces détachées manquaient, et les délais de livraison étaient interminables. J'ai alors exploré l'impression 3D. Et en découvrant que l'on pouvait produire du filament à partir de bouteilles PET recyclées, j'ai mis le doigt dans un engrenage vertueux : transformer un déchet en ressource.

C'est à partir de là que votre aventure industrielle a pris de l'ampleur ?

Exactement. J'ai porté l'idée d'une machine de recyclage multi-plastiques, et de les transformer en granulés réutilisables dans l'industrie. Cette innovation a attiré l'attention de la Commission européenne, qui m'a proposé de devenir ambassadeur du Pacte Climat pour la France, puis expert en économie circulaire. En parallèle, j'ai fondé la Company Project et rejoint

plusieurs structures : comme l'AIFREC — l'Association interdisciplinaire française sur la recherche en économie circulaire — et l'INEC, l'Institut national de l'économie circulaire. Ces différentes casquettes me permettent de relier le monde de la recherche, les acteurs de terrain et les institutions.

Company Project est aujourd'hui une entreprise structurée. Quels sont vos projets concrets ?

Company Project travaille à la reprise d'un site industriel en Grand Est afin d'y développer une filière de recyclage des gazons synthétiques. L'équipe explore aussi la valorisation des déchets du bâtiment, par exemple en transformant le bois en mobilier urbain. Ces projets montrent le potentiel de l'économie circulaire : moins de déchets, des produits utiles et de l'emploi local. Mais au-delà de l'aspect industriel, Company Project développe aussi une dimension sociale forte. Company Project a initié, en partenariat avec l'AFPA, le développement de six formations inédites destinées à préparer aux métiers émergents de l'économie circulaire. L'objectif est qu'elles puissent être testées dès 2026 dans la région Grand Est, avant un éventuel déploiement au niveau

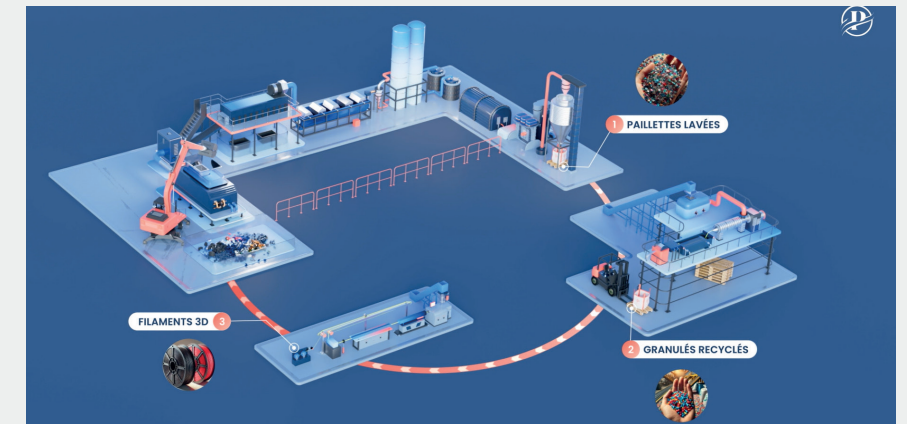
national. C'est essentiel, car l'économie circulaire ne se limite pas à des machines : elle doit aussi former les femmes et les hommes qui vont la faire vivre.

Vous insistez souvent sur la dimension triple — économique, sociale et environnementale — de l'économie circulaire.

Oui, c'est le cœur de mon message. L'économie circulaire, c'est un modèle qui coche toutes les cases. Elle permet de créer de l'emploi, y compris pour des publics éloignés du marché du travail, grâce à l'insertion professionnelle. Elle limite l'impact environnemental en évitant l'enfouissement, l'incinération ou les exportations illégales de déchets vers l'Afrique par exemple. Et elle est économiquement viable, parfois même plus compétitive que l'économie dite « linéaire ». Prenez l'exemple du PET : une tonne de granulés issus du recyclage coûte environ 900 euros, contre 1400 euros pour de la matière vierge. Et ces granulés peuvent être réintégrés jusqu'à 50 % dans certaines industries. C'est une solution qui répond aux objectifs européens de 30 % de matières recyclées d'ici 2030, et qui va même au-delà.

Vous décrivez un modèle vertueux. Pourtant, vous évoquez aussi de fortes résistances.

Oui, parce que derrière les déchets, il y a des enjeux financiers colossaux. Dans certains pays d'Europe centrale et orientale, les coûts de mise en décharge restent nettement inférieurs à ceux pratiqués en France, ce qui peut encourager des exportations plutôt qu'un traitement local. En France, le traitement des déchets résiduels représente généralement 120 à 150 euros par tonne, selon les territoires. Et comme notre taux de recyclage reste insuffisant, la France verse chaque année près de 1,5 milliard d'euros à l'Union européenne au titre de la contribution plastique, une ressource budgétaire calculée sur le volume d'emballages plastiques



non recyclés. Autrement dit, au lieu d'investir directement ces sommes dans nos propres filières, nous les versons à Bruxelles faute de recycler suffisamment. Je ne vous cache pas que j'ai parfois reçu des offres visant à racheter mes projets, à condition que je cesse ensuite toute activité dans le secteur. Bien sûr, j'ai refusé. Mon objectif n'est pas de céder à ces pressions économiques, mais de prouver qu'un autre modèle est possible. Heureusement, je ne suis pas seul : des personnalités politiques, comme Dominique Perben ou Romain Gros, m'accompagnent et m'aident à naviguer dans cet univers parfois hostile.

Vous êtes aussi très engagé auprès de la recherche et des institutions. Quel rôle jouent ces partenariats ?

Company Project va au-delà de l'action industrielle en initiant directement des coopérations avec le monde académique. C'est ainsi qu'est né un consortium porté par Company Project avec l'INSA Strasbourg et l'Institut Carnot MICA, afin de développer des solutions innovantes en plasturgie. Ce type de partenariat nous permet de combiner recherche, technologie et savoir-faire industriel. C'est cette logique qui me semble essentielle : associer les collectivités, les entreprises, les chercheurs et les politiques. Chacun détient une pièce du puzzle, mais seule une approche collective permet de changer d'échelle.

Votre parole s'adresse aujourd'hui directement aux décideurs publics. Quel message souhaitez-vous leur adresser via cette revue ?

Que l'économie circulaire n'est pas une option, mais une nécessité. Elle crée des emplois locaux, elle réduit les coûts liés à la gestion des déchets et elle génère de nouveaux bénéfices pour l'État à travers la création de structures, de filières et de recettes fiscales nouvelles. Elle protège aussi l'environnement en valorisant les ressources au lieu de les enfouir ou de les exporter. Mais pour réussir, il faut aller au-delà des schémas théoriques : il faut aller sur le terrain, écouter les besoins réels des territoires et des entreprises. Aux élèves de l'ENA, je veux dire aussi : vos études sont prestigieuses, et derrière les schémas théoriques, n'hésitez pas à descendre voir la réalité. Chaque territoire a ses spécificités. C'est en partant de là que vous trouverez des solutions efficaces.

En résumé, quelle est votre vision pour l'avenir ?

Je crois profondément que l'économie circulaire est le pilier majeur de l'économie de demain. Elle relance l'activité industrielle, elle crée de la valeur, elle redonne du sens au travail et elle prépare un avenir plus durable. Mon parcours d'ancien marin pêcheur devenu entrepreneur industriel le prouve : il n'y a pas de voie toute tracée. Ce qui compte, c'est de transformer les contraintes en opportunités.